

Questions orales

Je me réjouis de constater que le député s'intéresse à autre chose que la pornographie.

[Français]

M. Robinson: Monsieur le Président, pour les travailleurs de la région, c'est une crise, bien sûr, qu'ils perdent leurs emplois.

ON DEMANDE QUAND UN NOUVEAU MINISTRE D'ÉTAT
(TRANSPORTS) SERA NOMMÉ

M. Svend J. Robison (Burnaby): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Quand le premier ministre va-t-il nommer un nouveau ministre d'État (Transports) pour s'occuper en particulier du dossier des transports québécois, étant donné que ce poste clé est vacant depuis déjà presque trois mois? Quand va-t-il remplir ce poste important?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): En temps opportun, monsieur le Président.

[Traduction]

M. le Président: Je tiens à informer la Chambre que je vais accorder la parole au député de Montréal—Sainte-Marie pour deux questions, puis aux députés de Cape Breton Highlands—Canso et York-Est pour qu'ils posent chacun une question.

* * *

[Français]

LES PENSIONS

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT EST DISPOSÉ À DÉPOSER
UN PROJET DE LOI VISANT À INDEXER LES RÉGIMES DE PENSION
PRIVÉS QUI RELÈVENT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Il est au courant que le gouvernement de l'Ontario a mis sur pied un groupe de travail afin d'étudier la possibilité d'indexer les régimes de pension privés qui relèvent de la province d'Ontario.

Est-ce que le ministre peut nous dire s'il serait prêt à déposer dans les plus brefs délais un projet de loi qui aurait pour but d'indexer les régimes de pension privés qui relèvent du gouvernement fédéral, dans le domaine des communications, dans celui du transport interprovincial, au niveau des institutions financières, afin de s'assurer que lorsque les travailleurs qui paient présentement un régime de pension privé prendront leur retraite, ils ne seront pas appauvris à cause de l'inflation? Est-ce que le ministre est prêt à suivre l'exemple de l'Ontario?

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, le député est sans doute au courant des divergences de vues qui existent au sujet de l'indexation des régimes de pensions au sein du gouvernement libéral de l'Ontario. Il n'est pas sans savoir que des ministres ont exprimé publiquement des opinions divergentes sur la question.

Pour ce qui est de notre gouvernement, je lui rappelle que nous avons amélioré le régime de pensions en modifiant non seulement les REÉR, mais aussi les FERR et les normes sur les prestations de pension.

[Français]

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT A L'INTENTION
D'EFFECTUER UNE RÉFORME PLUS COMPLÈTE

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, le ministre essaie de nous rappeler la «réformette» des pensions qu'il a faite. Ce n'est pas une véritable réforme des pensions qui vient en aide.

Est-ce que le ministre a l'intention de continuer et d'établir une véritable réforme des pensions, premièrement, en corrigeant l'injustice qui a été créée à l'endroit de personnes célibataires, séparées ou divorcées qui n'ont pas droit à l'allocation au conjoint; deuxièmement, en permettant d'indexer les régimes de pension privés du côté fédéral et, troisièmement, de réunir les gouvernements provinciaux afin que les provinces indexent elles aussi les régimes de pension privés?

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, le député ne sait pas de quoi il parle. Des modifications majeures ont été apportées. J'ai mentionné les FERR, les REÉR et les normes sur les prestations de pension. Nous avons apporté des modifications au Régime des pensions du Canada qui ont eu un effet aussi marquant que l'introduction de ce régime en 1966. Nous avons aussi modifié les allocations au conjoint.

Si à l'origine ces allocations étaient aussi mauvaises que le soutient le député, pourquoi son parti ne les a-t-il pas modifiées pendant qu'il était encore au pouvoir? Nous les avons modifiées et maintenant les libéraux soutiennent qu'elles sont discriminatoires. Si tel est le cas aujourd'hui, qu'en était-il lorsque les libéraux étaient au pouvoir?

* * *

LES PORTS

LES PORTS POUR PETITS BATEAUX—LE QUAI D'AULD COVE

M. Lawrence I. O'Neil (Cape Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans. Le ministre sait que les installations portuaires de la région de l'Atlantique se détériorent. Le quai d'Auld Cove est un exemple d'installations inadéquates et dangereuses.

Quelle assurance le ministre peut-il donner qu'un plan à long terme prévoira une solution à ce problème qu'illustre le quai d'Auld Cove?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, l'état de nos ports pour petits bateaux et des services qu'ils rendent aux pêcheurs est d'un intérêt primordial pour le gouvernement et pour moi.